

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, nous annoncerons cette politique. Dans une réponse à une question posée par le chef du parti des députés, j'ai indiqué que cela se ferait en suivant les étapes successives de notre examen. Mais j'ai ajouté que nous serions fort heureux de connaître, bien entendu, la politique des conservateurs à l'égard du système missiles antimissiles.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au premier ministre. Peut-il nous dire s'il a discuté avec le président Nixon de l'aménagement de bases additionnelles dans le Nord canadien pour la protection de la population du Canada?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur, il n'a pas été question de cet aspect particulier de la défense.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La Chambre serait peut-être d'accord pour que seule une autre question supplémentaire soit posée et que nous abordions ensuite un autre sujet.

M. Ed Schreyer (Selkirk): Ma question, monsieur l'Orateur, s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle découle de la réponse que le ministre a faite à la Chambre, le 19 mars, et qui est consignée à la page 6814 des Débats. Le ministre avait alors déclaré qu'il serait juste de dire qu'il y avait eu pourparlers entre le Canada et les États-Unis au sujet du réseau ABM. Voici ma question: Puisque le premier ministre vient de dire que, bien que le Canada n'ait pas été consulté à ce sujet, il avait été mis au courant de la décision, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il regarder attentivement la réponse qu'il a faite le 19 mars pour voir s'il désire corriger l'impression qu'il a alors laissée à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je vais le faire, monsieur l'Orateur, mais je ne vois pas la nécessité de revenir en arrière et d'étudier des propos que j'ai tenus antérieurement.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Sharp: Le premier ministre, le ministre de la Défense nationale et moi-même avons tous dit la même chose. Des consultations ont eu lieu entre les États-Unis et le Canada, au cours desquelles les États-Unis ne nous ont pas demandé de donner notre accord et nous n'avons pas non plus pris position. Cela est très simple et il n'y a rien à ajouter.

[M. MacInnis.]

M. l'Orateur: Puis-je rappeler aux députés qu'ils semblaient d'accord pour permettre une seule autre question supplémentaire, mais s'ils ne s'y opposent pas, le député de Selkirk pourrait peut-être en poser une autre.

M. Schreyer: Merci, monsieur l'Orateur. La seule raison de ma dernière question supplémentaire était que le ministre avait répondu en plaisantant à ma question précédente. Voici ma question: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il examiner attentivement sa réponse, reproduite à la page 6814 du *hansard*, qui donne une fausse impression?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que cette nouvelle question supplémentaire ressemble beaucoup à la précédente.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES PROVINCES DÉFAVORISÉES

L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte): Ma question s'adresse au premier ministre et porte sur un autre sujet. Étant du Nouveau-Brunswick, a annoncé que le premier ministre ferait, jeudi ou vendredi, une déclaration à la Chambre à propos d'une aide financière aux provinces pauvres, le premier ministre nous dirait-il si telle est son intention, et si le gouvernement prépare présentement un nouvel énoncé de principe à l'égard des provinces défavorisées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne suis pas au courant de cette déclaration du premier ministre Robichaud, mais la réponse est oui; nous étudions l'expansion régionale dans une nouvelle perspective. Je crois que le ministre des Forêts et du Développement rural a longuement exposé les projets du gouvernement dans ce domaine. Naturellement, ils seront importants pour les régions moins évoluées et moins favorisées du Canada, y compris le Nouveau-Brunswick.

L'hon. M. Flemming: J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Finances. Est-il au courant de négociations entre le premier ministre du Nouveau-Brunswick et son ministère au sujet d'une aide fédérale spéciale?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je n'ai pas pris connaissance de la déclaration de M. Robichaud et je ne voudrais pas la commenter avant de l'avoir fait.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Le roi Louis a des ennuis.